

Communistes

www.PCF.fr

Discours de Politique générale de François Bayrou, RÉACTION DU PCF :

Résolument dans l'opposition (p. 3)



Vidéo

**Vœux 2025
de
Fabien
Roussel**

**Souscription
réussie :
Merci (p. 4)**

Dons

Le RN se félicite du « succès populaire » rencontré par le livre de Bardella, *Ce que je cherche*. Sans préciser toutefois que ses méthodes de vente ne sont pas toujours très catholiques. Ainsi on pouvait lire sur le site de ce parti la promotion suivante : « Pour tout don supérieur à 50 euros = un livre de Jordan offert. « Une manière originale de booster le commerce. Problème : les dons politiques ou associatifs (qui peuvent prétendre à la réduction d'impôts) sont conditionnés à l'absence de toute contrepartie. Bref cette promo était illégale. La chose a fini par se savoir du côté des bardelliens. Du coup la pub a disparu. Le RN devra trouver d'autres astuces pour écouler les livres de son président. ☹

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : € « *Donnez au PCF les moyens d'intervenir* »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

GAZA sauve qui peut l'enfance



Je suis Gaza,
je n'oublierai pas.

CM

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail

à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

18 janvier : L'Association des Amis de la presse communiste de Savoie tiendra son conseil d'administration préparatoire à l'Assemblée générale de l'Association programmée le dimanche 9 février 2025 dans la salle des Fêtes de Cevins.

18 janvier, à partir de 10h30 : Hommage au colonel Fabien organisé par la fédération du Haut-Rhin, l'Institut social d'histoire de la CGT et la Société d'histoire de Habsheim : accueil et mot de bienvenue, explication de l'hommage, cortège jusqu'à la Mairie, dépôt de gerbes, buffet puis prise de parole, expo, projection. Salle du Grand Chêne, Habsheim (68)

18 janvier, à partir de 15 h : Vœux de la section des Mureaux, avec galette républicaine. Salle Gérard-Philippe, Les Mureaux (78)

18 janvier, à partir de 17 h : Vœux de la section du Bassin cannois, avec une galette républicaine. 40 rue Jean-Gras, Cannes la Bocca (06)

24 janvier, à partir de 19h : Red Social Club : Pour une économie sociale et solidaire communiste, avec Sylvie Mayer, experte ESS du PCF. Repas partagé. 23, rue des Fossés, Niort (79)

26 janvier, à partir de 14h30 : Loto des Jours heureux : une après-midi de fraternité, de convivialité et de partage organisée par la cellule de Camaret et la section PCF d'Orange, Vaison-la-Romaine, Beaumes-de-Venise. À gagner : une TV 4K 55", des bons carburants, des paniers gourmands, des bières artisanales, des coffrets vins, une montre connectée, un air-fryer... Petite restauration sur place avec boissons fraîches et chaudes. Verre de la fraternité offert à la fin. 4 € le carton / 10 €

les 3. Salle des Fêtes, Camaret-sur-Aigues (84)

8 février, à partir de 13h30 : Après-midi Commission Fières et révolutionnaire, avec 2 tables rondes. Inscription obligatoire au lien suivant : Siège du PCF (75019)

8 février : Banquet républicain « la poule au pot », cuisinée maison avec des produits locaux. Participation 10 € et 5 € (adultes/enfants). Une tombola est organisée à 50 cts le billet. Allonnes (72)

11 février, à partir de 18h30 : Soirée de présentation et de débat sur les propositions de la commission pour les droits des personnes handicapées, en présence notamment de Fatima Khalouk, responsable de la commission, et de Fabien Roussel. Siège du PCF (75019)

15 mars, à partir de 19 h : Banquet de la section du Paris : buffet, soirée dansante et tombola. Contact et inscriptions : / 06 64 67 77 15 / 06 28 33 30 51.

En présence d'Emmanuel Maurel, député de la 3^e circonscription et des élu·es de la ville. Salle polyvalente, Pierrelaye (95)

26 avril : Le PCF Arlysère organise la Fête du muguet de son journal *Liberté* dans la salle des Fêtes de La Bâthie avec réunion politique de 11 h à 12 h suivi d'un apéritif et d'un repas dansant qui regroupe chaque année plus de 150 convives.

Les initiatives de la fondation Gabriel-Péri

24 janvier, à partir de 14 h : Visages du mouvement ouvrier dans les campagnes. Vivre à la campagne en France (1815-1970), avec Julian Mischi (directeur de recherche INRAE) ; Cassandra Martin (Université de Bourgogne) ; Jean Vigreux

(professeur d'histoire contemporaine Université Bourgogne) ; Marion Boulestreau (CinéArchives). Pour assister en présentiel à la MSH de Dijon : . Rejoindre la visioconférence :

5 février, à partir de 18h30 : Chroniques transatlantiques. Retour de D. Trump : quelles conséquences pour l'Europe et le monde ?, avec Bernard Duterme (sociologue, directeur du CETRI) ; Vincent Vicard (économiste et adjoint au directeur du CEPIL) ; Marie-Claire Cailletaud (syndicaliste, membre honoraire du CESE, vice-présidente de la Fondation) ; un·e membre de la direction nationale de la CGT ; Guillaume Roubaud-Quashie (président de la Fondation Gabriel-Péri) ; Charlotte Balavoine (responsable Europe du PCF). Inscription : . Espace Niemeyer, Salle des Conférences (75019)

12 février, à partir de 18h30 : 1^{er} décembre 1944. Le massacre de Thiaroye. La fin d'un mensonge d'État ?, rencontre avec Armelle Mabon autour de son livre *Le massacre de Thiaroye* (historienne spécialiste du sujet auquel elle se consacre depuis de nombreuses années, ce livre vise à réhabiliter l'honneur de soldats coloniaux morts par la France) ; Emilien Abibou (réalisateur, petit-fils d'Antoine Abibou, tirailleur natif du Togo, le plus lourdement condamné) ; Félix Atchadé (responsable du collectif Afrique du PCF). En partenariat avec les *Cahiers d'Histoire* et la Librairie Longtemps. Inscription : . Espace Niemeyer, Salle des Conférences (75019)

Discours de Politique générale de François Bayrou

RÉACTION DU PCF :

Résolument dans l'opposition

Dans son discours de politique générale, le Premier ministre fait de la réduction de la dette de la France le fil rouge de sa politique et l'enjeu premier de l'action de son gouvernement. Il énonce une feuille de route qui poursuit une politique d'austérité dans la continuité de l'action d'Emmanuel Macron.

Cette politique, nous la combattons. C'est la raison pour laquelle nous nous inscrivons résolument dans l'opposition à ce gouvernement.

Le péril, ce n'est pas la dette, c'est la finance ! C'est le coût du capital. C'est une France placée sous la tutelle des marchés financiers qui exigent des milliards d'euros de charges d'intérêt.

Alors que l'heure est à une grande ambition pour la paix, pour l'industrie française et le développement des services publics, au soutien à nos collectivités, le Premier ministre reste branché sur un discours d'austérité budgétaire.

La priorité doit être la création d'emplois, la formation de centaines de milliers de salarié-es, l'égalité professionnelle femmes-hommes, la transition écologique !

Face aux plans de licenciements qui concernent

des centaines de milliers de salarié-es, nous demandons l'organisation immédiate d'une table ronde sur l'emploi.

Comme l'immense majorité du pays, nous continuons de demander l'abrogation de la réforme des retraites. En tout état de cause, si nous prenons acte de sa remise en chantier, le Premier ministre ne donne à cette heure aucune garantie de contenu et de méthode. Nous demandons que les organisations syndicales soient pleinement associées à l'organisation d'une véritable conférence sociale, et non un simulacre de concertation, et à ce que le Parlement soit saisi d'un nouveau projet de loi.

Dans les semaines et les mois qui viennent, les communistes avec leurs parlementaires et leurs milliers d'élu-es locaux continueront de se mobiliser aux côtés des salarié-es, des forces syndicales et associatives, des citoyennes et citoyens pour arracher des victoires à la hauteur des attentes du pays.✊

Paris, le 14 janvier 2025
Parti communiste français



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Souscription réussie : Merci

Communistes : Avec Fabien Roussel, vous avez lancé un appel à une souscription nationale inédite. Quels sont les résultats ?

Les communistes, les amis du PCF ont indéniablement entendu cet appel et se sont mobilisés pour y répondre. Nous avons dépassé l'objectif et atteint 538 000 euros de dons en quelques semaines. C'est 21 % de plus qu'en 2023 et 25 % de plus qu'en 2022, sur les mêmes périodes. Nous remercions très sincèrement l'ensemble des souscripteurs pour qui ce don est un effort financier important. Ce geste est éminemment politique, surtout quand on ne roule pas sur l'or. Il est une réponse populaire au déploiement de moyens considérables par la bourgeoisie pour défendre ses intérêts et préserver un système capitaliste en crise profonde. Et nous remercions tous les communistes qui ont participé à l'animation de cette souscription nationale et à sa réussite, qui dépendait pour beaucoup d'une mobilisation de tout le Parti.

Communistes : Précisément, tu peux nous dire quelques mots sur les donateurs en 2024 ?

Ils sont très divers. Ce sont évidemment pour beaucoup des adhérents du PCF. Mais pas seulement. Nous avons reçu des dons de nouveaux souscripteurs non communistes, parfois avec des messages d'encouragement à poursuivre et amplifier notre action.

La moyenne des dons est en baisse, ce qui n'est pas une surprise avec un pouvoir d'achat tant mis à mal depuis des années. Mais il y a cette année 800 donateurs supplémentaires par rapport à 2023 et 1200 de plus qu'en 2022. Beaucoup plus de dons modestes sont parvenus, signifiant que des communistes ou des femmes et des hommes de gauche avec des revenus modestes vou-



laient contribuer eux aussi au succès de cette souscription. Leur contribution a ainsi été décisive.

Communistes : Cette souscription est désormais close. La suite ?

Les souscriptions ne sont jamais closes. Les versements ne donnent plus droit désormais à une réduction d'impôt pour 2024, mais pour 2025, certes.

Mais pour le PCF, pour ses organisations locales comme pour son conseil national, la souscription populaire est essentielle, plus que pour tout autre parti. Nous dépendons ainsi beaucoup moins que les autres de l'aide publique. Les cotisations de nos adhérents, les versements de nos élus et les dons constituent l'essentiel du financement de notre activité.

Même modestement, donner régulièrement au PCF, aux sections, fédérations ou à son conseil national est donc très important. D'autant que l'aide publique qui nous sera attribuée en 2025 sera en baisse. Nous pouvons notamment travailler à élargir sensiblement le nombre de souscripteurs. Il y a de la marge en la matière.

Communistes : Justement, comment vois-tu les choses pour les mois et les années à venir dans ce contexte financier ?

Soyons très combatifs ! Nous devons mettre en œuvre les choix arrêtés démocratiquement lors de notre conférence nationale par près de 80 % des délégués. Pas question d'en rabattre sur nos ambitions politiques, pour le pays, pour la gauche, pour le monde du travail ! Nos choix politiques appellent beaucoup de détermination, de volontarisme de la part des directions, à tous les niveaux, comme de l'ensemble des militants.

Et je l'ai dit lors de la conférence nationale, notre feuille de route, très ambitieuse, n'a de sens que si nous travaillons, avec tous les communistes, aux moyens de sa mise en œuvre. Ce qui se construit dans certaines fédérations sur cette question est très encourageant, que ce soit sur la cotisation et toutes les initiatives financières. Sur le plan des moyens, l'objectif doit être double : renforcer le rayonnement national du PCF, de son projet révolutionnaire et de sa stratégie de rassemblement pour construire des majorités politiques à tous les niveaux ; et favoriser l'intervention populaire conscientisée avec le déploiement de l'activité communiste au plus près des travailleurs et des citoyens, avec nos sections et nos cellules. Ceci suppose de renforcer considérablement notre organisation et donc nos moyens. Nous allons continuer d'y travailler avec enthousiasme et ambition. Et toujours en faisant appel à l'intelligence collective des communistes et à leur créativité.✶

Christophe Grassullo
trésorier national

La fachosphère en quête d'une fabrique d'opinion

Dix ans après les attentats contre la rédaction de *Charlie Hebdo*, en ce début d'année 2025, les menaces sur la liberté d'expression restent plus que jamais préoccupantes.

Dans l'Hexagone, la lutte idéologique pour « l'epéniser » les esprits s'inscrit au cœur de la stratégie de la fachosphère, incarnée par le Rassemblement national (RN) et dans les cercles catholiques traditionnalistes que représente l'oligarque Pierre-Édouard Stérin.

Pour parvenir à leurs fins, il leur faut construire une fabrique d'opinion au travers des médias de la galaxie illibérale afin de diffuser leurs thèses (immigration, préférence nationale, du tous contre tous, etc.), alliant pensées complotistes et identitaires, et en jouant sur les provocations, les fake news pour occuper l'espace médiatique.

Le groupe de l'ultra-conservateur Vincent Bolloré constitue l'une des figures de proue de cette stratégie du fait de sa puissance médiatique (Cnews, JDD, Europe1, Canal+...). Le milliardaire breton, au-delà de son rôle d'industriel, n'avait-il pas été l'organisateur du rapprochement entre le RN et Éric Ciotti ?

En vue de leur croisade, Vincent Bolloré avec Bernard Arnault (*Les Échos*, *Le Parisien*, *Paris Match*...), Rodolphe Saadé (BFMTV) et Dassault (*Le Figaro*) ont ainsi poussé à prendre le contrôle de l'ESJ, une école de journalisme non reconnue par la profession, en incluant le groupe de presse catholique Bayard, ôlé par la congrégation des Augustins de l'Assomption.

Mais le véritable coup de force pour imposer une orientation ultra conservatrice au groupe Bayard (éditeur du *Pèlerin*, *La Croix*, *Notre Temps*... et de nombreux titres de la presse de la jeunesse) a été la nomination d'Alban du Rostu comme « directeur

de la stratégie et du développement » du groupe, le bras droit de Pierre-Édouard Stérin, exilé fiscal en Belgique, qui a échoué à racheter l'hebdomadaire. Sa est estimée à 1,4 milliard d'euros.

Comme l'a révélé *l'Humanité*, Alban du Rostu est « une figure parmi les « fondateurs et administrateurs » de Péricle, aux côtés de Pierre-Édouard Stérin et de François Durvy, le patron du fonds d'investissement Otium Capital, appartenant aussi au milliardaire, et par ailleurs conseiller de premier plan de Le Pen et Bardella ».

La mobilisation des salariés de Bayard et de leurs syndicats a eu gain de cause en déjouant le coup de force. Mais pour combien de temps ?

En ce début d'année 2025, le décès de Jean-Marie Le Pen a été l'occasion pour les chaînes en continu – propriété des Bolloré et autres Saadé – d'un scandaleux déluge de temps d'antenne consacré au chantre de l'extrême droite antisémite et anticomuniste. La reconduite au sein du gouvernement Bayrou de Rachida Dati comme ministre de la Culture – qui a initié le projet de fusion-holding de France Télévisions, Radio-France, l'INA et France Médias Monde – a de quoi inquiéter les salariés de l'audiovisuel public où il est prévu 150 millions d'euros de budget en moins en 2025.

Mais aujourd'hui, une décennie après la tuerie contre *Charlie*, se profile depuis les États-Unis une grave menace pour la liberté de caricaturer. Deux grands journaux ont renoncé à faire paraître des dessins de presse au *New York Times* et au *Washington Post* où la dessinatrice Ann Telnaes, prix Pulitzer, a quitté le journal devant le refus du quotidien de la publier.

Tout aussi préoccupante apparaît l'instrumentalisation de la liberté d'expression sur laquelle jouent le libertarien Elon Musk (X, ex-Twitter) et Mark



Zuckerberg (Meta, Facebook etc.) qui, dans la droite ligne de la politique de dérégulation du futur président américain Donald Trump (intrônisé le 20 janvier), ont décidé de l'arrêt du « fact-checking » (vérification des informations). Leur plateforme devenant ainsi des outils de désinformation sur les réseaux sociaux, à l'instar du milliardaire Musk faisant de son média une tribune de propagande sur X avec Alice Weidel, la dirigeante de l'AfD (parti de l'extrême droite allemande).

D'ores et déjà, devant ces dérives l'quotidien espagnol, *La Vanguardia*, a annoncé qu'il ne publierait plus de contenus sur X suivant la décision prise par le quotidien britannique *The Guardian*.

En France, face à la poignée des milliardaires qui détiennent les principaux leviers médiatiques : radios, télévisions, presse écrite, médias numériques, etc., il en va du sort de la démocratie de mener et gagner la bataille pour le pluralisme et la qualité de l'information.✚

Patrick Kamenka

Les vétérans témoignent

À l'occasion du centenaire du PCF, l'Amicale des vétérans de l'Oise avait décidé de collecter des témoignages de militant-es. La Covid, les aléas de la vie puis l'ambition d'en faire un vrai livre ont fait que l'ouvrage *Ma vie de militant-e. Témoignages* n'est sorti que fin 2024. Il n'en reste pas moins une contribution à l'histoire des communistes à travers 65 témoignages de vies militantes qui s'inscrivent parmi celles de milliers d'autres qui ont façonné le PCF et fait l'histoire.

Chacun-e parle de sa vie, singulière, avec sa part de bonheurs, d'espoirs, mais aussi de difficultés et de doutes. Chacun-e le fait avec son caractère, sa sensibilité, en se bornant parfois à quelques faits ou au contraire en réfléchissant plus longuement à ce que fut son parcours.

Mais chacune de ces vies s'inscrit dans l'horizon plus large d'un engagement collectif pour l'émancipation humaine. Et ces portraits rassemblés forment comme une histoire vivante, sensible de ce qu'est l'engagement communiste, à hauteur d'individu, loin des caricatures ou de l'hagiographie. Certains ne sont plus adhérents au « parti » mais toutes et tous affirment leur attachement profond à l'idéal d'un monde de justice de liberté et de paix qui a marqué leur vie.

La plus ancienne est née peu de temps après le Parti communiste et se souvient de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, quand la plus jeune s'engagea pour la libération de Mandela.

Certains ont occupé des responsabilités impor-

tantes, d'autres sont restés des « militants de base ». Elles, ils n'ont pas toujours le même point de vue sur les événements. Mais toutes et tous pourraient dire : « *s'il était à refaire, je referais ce chemin* », malgré la dureté du combat, les erreurs et les déceptions aussi.

Car toutes et tous disent combien cet engagement humain a transformé leur vie. Beaucoup ont ren-

contré en militant celui ou celle qui partagea tout ou partie de leur vie. Toutes et tous parlent des diffusions de tracts, des pétitions, des manifs, des Fêtes de l'Huma, des ventes du journal, du muguet, d'une action militante quotidienne sans équivalent, dans cette ampleur et cet ancrage dans la vie politique.

Et on retrouve comme des fils rouges qui les relient par-delà leur singularité, le refus viscéral de toutes les injustices, les luttes menées sur le lieu de travail, la solidarité internationale, l'action contre toutes les guerres, les dictatures, pour la dignité humaine... Et aussi le rappel du rôle utile des élus communistes, souvent issus du peuple. « *Aucun autre parti ne m'aurait permis d'être élue* », dit une ouvrière, pour construire concrètement des avancées sociales. « *J'étais fière qu'à Montataire, on ait construit la première crèche dans l'Oise* ».

Plusieurs des 30 femmes qui témoignent soulignent aussi que leur communisme fut indissociablement féministe. Toutes et tous sont convaincus que c'est l'action collective qui fait bouger les choses : « *Je veux que ma révolte se transforme en actes politiques*. »

Merci à elles et à eux ! ✨

Thierry Aury

secrétaire départemental PCF Oise

Ma vie de militant-e - Témoignages

Le livre de 212 pages de témoignages de 65 militantes et militants de l'Oise, avec de nombreuses photos, est disponible :

COMMANDEZ-LE VITE !

LE LIVRE EST DISPONIBLE !

Centenaire du Parti communiste français

Ma vie de militant-e - Témoignages

À l'occasion du centenaire du Parti communiste français en 2020, l'Amicale des Vétérans de l'Oise du Parti communiste français avait décidé de collecter des témoignages de militant-es.

Soixante-cinq ont répondu positivement (voir la liste ci-dessus) et évoquent des aspects de leur parcours, chacune et chacun avec leur sensibilité, leur caractère et des expériences multiples qui ont marqué leur vie.

Ces vies de militant-es s'inscrivent parmi celles des milliers de femmes et d'hommes qui ont façonné le PCF et l'histoire de notre pays depuis 1920 et se sont engagés pour changer la vie, pour la paix, la justice, la liberté, la solidarité entre les peuples.

Ces témoignages sont vrais, sincères et émouvants. De nombreuses photos permettent aussi de retrouver des moments de luttes, de fêtes, de manifestations qui ont rythmé leurs vies.

JE COMMANDE LE LIVRE

NOM _____

PRÉNOM _____

Je commande _____ EXEMPLAIRES du livre

Centenaire du PCF - *Ma vie de militant-e - Témoignages*

AU TARIF UNITAIRE DE 19 € (vous pouvez donner plus), soit _____ €.

● Je fais un chèque à l'ordre de « PCF » accompagné de ce coupon et envoie le tout à : PCF Oise - 8 rue de Beauvoisis - 60100 CREIL

● Je peux aussi faire le versement en espèces à la Fédération à Creil ou en ligne : <https://www.payasso.fr/pcf-oise/dons>

Vous voulez commander mais vous ne pouvez pas vous déplacer à la Fédération à Creil pour récupérer le livre : contactez la Fédération au 03 44 55 27 96 pour trouver une solution.

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Les lycéens se chargeront eux-mêmes de la sélection sur Parcoursup

Le 15 janvier marquera l'ouverture de la version 2025 de la plateforme Parcoursup. Dans cette nouvelle édition, un changement majeur soulève des inquiétudes : l'apparition d'un simulateur qui évalue les chances d'un lycéen d'être admis dans une formation, basé sur les données d'admission des trois dernières années. En entrant leur moyenne générale et leurs matières de spécialité (pour les lycéens généraux), ou leur série/spécialité (pour les lycéens technologiques et professionnels), les utilisateurs peuvent obtenir une estimation de leurs chances d'intégrer la formation de leur choix. Ce simulateur est accompagné d'une « carte d'identité » des formations, qui précise notamment leur niveau de sélectivité.

La pression de la sélection

L'orientation scolaire représente déjà une source majeure de stress pour les lycéens, confrontés à des choix complexes entre différentes filières, la rédaction de lettres de motivation, puis l'attente des résultats. Cette pression est d'autant plus forte pour ceux qui rencontrent des difficultés scolaires et pour lesquels le système éducatif n'encourage pas la poursuite d'études.

La sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur est un système de comparaison entre les élèves : les notes, les spécialités ou filières choisies, voire le lycée d'origine sont des critères de jugement. Avec les nouvelles fonctionnalités de Parcoursup, les lycéens se retrouvent désormais face à un calcul précis de leurs chances d'admission dans la filière qu'ils convoitent. Ceux qui obtiennent des pourcentages faibles se trouvent confrontés à une réalité décourageante. Cette pression ne peut que s'intensifier, d'autant plus que chaque année, des dizaines de milliers



de jeunes restent sans proposition d'admission.

La plateforme du tri social

Parcoursup ne se contente pas de faire le lien entre les lycéens, leurs aspirations et les établissements d'enseignement supérieur. En réalité, elle participe à un processus de sélection qui reste largement opaque, fondée sur des critères souvent excluant des classes populaires, face aux places limitées par le manque de moyens. Cette logique de sélection n'est pas neutre, elle repose en grande partie sur des critères sociaux.

En évaluant eux-mêmes leurs chances d'admission grâce à la plateforme, les lycéens se retrouvent dans une position où ils doivent choisir leurs formations en fonction de leur parcours scolaire et de leurs résultats, plutôt qu'en fonction de leurs réelles aspirations. Cette tendance à l'autocensure, déjà présente chez de nombreux lycéens issus de milieux populaires, risque de s'aggraver. L'influence du simulateur incite à se tourner vers des formations perçues comme « plus sûres », au détriment de véritables projets professionnels. ❗

Rachel Delamare



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



Brochure du siège du
PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

En stock

1

AJOUTER AU PANIER

Catégories : Divers, Livres

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le siège du PCF sans jamais oser le demander. Eh bien voilà ! Une brochure d'une grande qualité, avec photos et texte inédits, intitulée « La Maison des communistes », vient de paraître et vous révélera son âme profonde.

Vous pouvez vous la procurer en passant vos commandes sur

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>

Crises multiformes au pays du « matin calme »



La tentative de coup d'État du président sud-coréen, Yoon Suk-yeol et sa mise en échec par une mobilisation populaire massive, a fait resurgir au grand jour les divisions profondes qui déchirent le pays du « Matin calme ». Après avoir décrété la loi martiale le 3 décembre, Yoon, destitué par l'Assemblée nationale et sous le coup de multiples procédures pour les motifs d'« insurrection », d'« abus de pouvoir », est toujours reclus dans sa résidence, refusant de se soumettre, et contre-attaque juridiquement et politiquement, promettant à ses soutiens de se battre « jusqu'au bout ». Officiellement, le coup de force du très réactionnaire Yoon visait à mettre un terme à ce qu'il considérait comme une « dictature législative » que l'opposition majoritaire au sein du parlement aurait exercée via le dépôt d'amendements destinés à amputer son projet budgétaire. Pour y mettre un terme, l'impopulaire président, accusant ses adversaires de « complicité » avec la Corée du Nord, a eu recours à la loi martiale. Sinistre rappel pour les Coréens des heures sombres de la dictature qui, jusqu'en 1987, a soumis le pays à une répression féroce.

Si la crise actuelle s'inscrit dans le contexte des rapports extrêmement conflictuels entre le camp pré-



sidentiel et l'opposition parlementaire depuis l'élection de Yoon en mars 2022, elle est l'aboutissement de nombreuses tensions dans le pays, tant poli-

tiques que sociales. Yoon, depuis son arrivée au pouvoir, s'est livré à des attaques en règle contre les travailleurs et les syndicats, provoquant des

mouvements sociaux inédits. En juillet dernier, des milliers d'ouvriers de Samsung Electronics ont déclenché les premières grèves de l'histoire de l'entreprise. Elles ont fait suite à la mobilisation générale lancée par les syndicats quelques semaines plus tôt dans les secteurs de la santé, de la métallurgie ou des livreurs : en cause, les réformes envisagées par le gouvernement visant à étendre la durée légale de travail à 69 heures par semaine. Pour casser la dynamique contestataire, Yoon comptait sur la loi martiale pour interdire les grèves, arrêts de travail et actes de rassemblement « qui incitent au chaos social ».

Injonctions qui englobaient l'ensemble de la société, traversée par de nombreux conflits – inter-générationnels et entre sexes –, exacerbés par les courants ultra-conservateurs allant de l'extrême droite politique et militaire aux sectes évangéliques en pleine expansion qui constituent la base politique de Yoon. Lors de la présidentielle de 2022, Yoon l'avait emporté de justesse au terme d'une campagne particulièrement délétère, exploitant la colère des courants machistes face à la montée des revendications des femmes. Faisant de l'anti-féminisme un des fers de lance de son programme, il avait annoncé la suppression du ministère de l'Égalité entre les genres et de la Famille, qu'il considérait « trop imprégné des idées féministes de l'ancien gouvernement ». Mesure heureusement bloquée par le parlement.

Une autre dimension de la confrontation politique actuelle plonge ses racines dans les divergences de fond au sein des classes dirigeantes et du patronat sud-coréens, polarisant l'opposition entre les deux principaux partis : le Parti démocrate dirigé

par Lee Jae-myung et le Parti du pouvoir au peuple (PPP) dont Yoon est issu. Des divergences portant principalement sur la politique très atlantiste de Yoon, qui accentue les tensions avec la Chine, important partenaire commercial de Séoul, et sur la rupture du dialogue intercoréen.

Le renforcement des liens avec Washington, concrétisé par l'« Accord de coopération trilatérale, sécuritaire et économique » signé l'été 2023 dans la logique étatsunienne d'affrontement avec Pékin, confortait aussi le président dans sa stratégie de « va-t'en guerre » envers la Corée du Nord. Politique en rupture avec celle de son prédécesseur du Parti démocrate Moon Jae-in (2017-2022), dont le mandat fut marqué par un réchauffement très significatif avec Pyongyang : une opportunité pour les grands conglomérats sud-coréens, les chaebols, attirés par les ressources naturelles inexploitées du Nord et les possibilités d'investissements dans les infrastructures comme dans l'industrie. Dans un contexte national où des perspectives économiques sont en berne avec une croissance n'avoisinant plus que les 2 % (contre 10 % dans les années 1990), une diplomatie apaisée avec le Nord ne pourrait que satisfaire le grand patronat permettant la reprise des projets avortés.

Quelle sortie crise est envisageable ? À l'heure où ces lignes sont écrites de nombreuses inconnues subsistent.

Le 7 janvier, le Bureau d'enquête sur la corruption des hautes personnalités (CIO) a obtenu la prolongation de la validité du mandat d'arrêt contre Yoon dont le terme était échu la veille. C'est désormais à la Cour constitutionnelle de mener l'instruction qui devrait aboutir à sa destitution officielle. Elle dis-

pose de six mois pour confirmer ou infirmer la suspension de Yoon, adoptée le 14 décembre par l'Assemblée nationale. Y parvient-elle dans un pays aussi clivé ?

L'autre grande question concerne le retour de Trump à la Maison Blanche. À quelques jours de son investiture, Pyongyang ne s'est pas privé de lancer plusieurs missiles balistiques à courte portée vers la Corée du Sud. Trump a-t-il l'intention de poursuivre sa politique de « rapprochement » avec Kim Jong-un qu'il avait rencontré à trois reprises lors de son premier mandat ? Une source d'inquiétude pour le camp Yoon dont paradoxalement les rassemblements quotidiens de soutien cherchent à s'identifier avec le mouvement trumpiste étatsunien en reprenant les slogans de ses partisans et en brandissant des drapeaux américains. ☆

Dominique Bari

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

**« Donnez au PCF les
moyens d'intervenir »**

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e

COMITÉ DE RÉDACTION :

Igor Zamichiei (directeur),

Gérald Briant, Amado Lebaube,

Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA